

Unité départementale du Haut-Rhin  
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT  
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
CS 71354  
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 09/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**GLATFELTER INDUSTRIES FRANCE (ex JACOB HOLM INDUSTRIES)S SAS**

RUE HENRI SEILLER  
68360 Soultz-Haut-Rhin

Références : 0006702155\_2023\_12\_18\_GLATFELDER\_VIIC Respect des échéances  
Code AIOT : 0006702155

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2023 dans l'établissement GLATFELTER INDUSTRIES FRANCE (ex JACOB HOLM INDUSTRIES) SAS implanté RUE HENRI SEILLER 68360 Soultz-Haut-Rhin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans l'action respect des échéances suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 janvier 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GLATFELTER INDUSTRIES FRANCE (ex JACOB HOLM INDUSTRIES)S SAS
- RUE HENRI SEILLER 68360 Soultz-Haut-Rhin
- Code AIOT : 0006702155
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

GLATFELDER est spécialisé dans la fabrication de non-tissé dans le domaine de l'hygiène et du médical.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Respect des échéances de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 janvier 2022
- Dispositif de mesure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Dispositif de mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réseau d'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/01/2022, article 2	Sans objet
2	Formation incendie	Arrêté Préfectoral du 28/01/2022, article 3	Sans objet
3	Débits de rejets d'effluents	Arrêté Préfectoral du 28/01/2022, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les deux premiers points de l'arrêté préfectoral de mise en demeure ont été traités et sont désormais conformes. Pour le 3ème point, l'inspection n'a pas été en mesure de statuer sur la conformité de ce point. En effet, les problèmes techniques du débitmètre ne permettent pas de s'assurer que les mesures de débit de rejet sont conformes.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Réseau d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation sera pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux réglementations en vigueur, en particulier : [...] - d'un réseau d'incendie extérieur aux bâtiments constitués de deux poteaux d'incendie normalisés [...]. Le débit global de 120 m <sup>3</sup> /h devra être assuré en toute saison (gel, étiaje,...). [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le contrôle des poteaux d'incendie de l'année 2022. Les essais ont été réalisés en simultanés avec le 2 poteaux. Le rapport de l'organisme de contrôle indique un débit supérieur à 60 m <sup>3</sup> /h pour le premier poteau et également supérieur à 60 m <sup>3</sup> /h pour le second poteau. Le débit global de 120 m <sup>3</sup> /h est donc respecté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Formation incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2022, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]Le personnel sera formé à l'utilisation des équipements et des matériels de lutte contre l'incendie qui lui sont confiés. Des exercices périodiques mettant en œuvre des consignes devront avoir lieu tous les 6 mois, les observations auxquelles ils pourront avoir donné lieu seront consignées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées[...]
<b>Constats :</b> Les exercices périodiques ont eu lieu aux dates suivantes : - 28/02/2022 - 27/09/2022 - 16/05/2023 - 14/11/2023  Par mail du 8 janvier 2024, l'exploitant a transmis les feuilles de présence aux sessions de formation incendie de 2021 à 2023. Le service inspection a examiné par sondage les données transmises.

A titre d'exemple, le 16 mars 2022, 8 personnes ont été formées à la lutte contre le feu. De plus une copie du registre de formation incendie a été transmis par mail du 8 janvier 2024 et retrace du 27/01/2021 au 14/11/2023, les formations et exercices réalisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Débits de rejets d'effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/01/2022, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...]. Ces effluents devront respecter les normes suivantes avant rejet et sans dilution :  Débit &lt; 9 m<sup>3</sup>/h  [...].  Le rejet de ces effluents devra faire l'objet d'une convention avec le gestionnaire de la station d'épuration collective. [...]</p>
<p><b>Constats :</b>  L'arrêté préfectoral fixe un débit rejeté de 9 m<sup>3</sup>/h (soit 216 m<sup>3</sup>/j).</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 8 janvier 2024 une copie de la convention du 26 mai 2004 fixant les conditions d'admissibilité des rejets industriels entre l'exploitant et la communauté de communes de la région de Guebwiller, gestionnaire de la station d'épuration d'Issenheim. Une copie de l'avenant à cette convention daté du 26/11/2019 a également été transmise. La convention initiale de 2004 fixait à 260 m<sup>3</sup>/j (par temps sec) le volume journalier maximum rejeté par l'exploitant. L'avenant fixe un volume journalier maximum rejeté de 400 m<sup>3</sup>/j.</p> <p>Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté que le débit était de 1,19 m<sup>3</sup>/h au débitmètre situé à proximité du point de rejet, ce qui est conforme. Toutefois, l'exploitant a indiqué que cette mesure n'était pas fiable : « <i>le système s'encrasse et provoque des pics de rejet du point de vue du système</i> ». Pour illustrer ce dysfonctionnement, l'exploitant, par mail du 8 janvier 2024, a transmis au service d'inspection un relevé des débits horaires sur la période du 15/10/2023 au 15/12/2023. Ce relevé montre des dépassements réguliers du débit horaire autorisé. Au vu des données discordantes et non fiables, l'inspection n'est pas en mesure de se prononcer sur la conformité ou non du débit de rejet. Dès que le dispositif de mesure aura été changé (c. point de constat n°4), l'exploitant communiquera au service d'inspection son relevé mensuel de mesure du débit.</p>
<p><b>Observations :</b>  L'exploitant a précisé au service d'inspection que le débit de rejet n'est pas linéaire dans le temps au vu du fonctionnement du process (production par lot). Ainsi un débit horaire pour ce type de rejet ne paraît pas adapté. L'exploitant a transmis un rapport à connaissance daté du 9/09/2022 et qui concerne une demande de modification du seuil des valeurs des paramètres rejetés dans les eaux usées ainsi que son débit de rejet. Ce dossier est en cours d'instruction dans nos services.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Dispositif de mesure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau superficielle
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  [...]. II.-Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.[...]</p>

**Constats :**

L'exploitant a indiqué qu'il rencontre des problèmes techniques avec son débitmètre permettant de suivre le débit des eaux industrielles rejetées vers la station d'épuration. Ce dysfonctionnement surdimensionnerait la valeur du débit rejeté.

Il a en outre indiqué qu'il est prévu de changer le débitmètre au 1er trimestre 2024.

En conséquence, les mesures de débits ne sont pas fiables.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois